

Face à cette politique des capitalistes, Travailleurs de tous les pays unissons-nous !

Les États Européens se reposent sur des associations pour gérer la « crise humanitaire ». Ceux qui en font partie donnent de leur temps, de leur argent ou de leur énergie pour gérer tant bien que mal la misère et le chaos laissés par nos gouvernements. Mais ils sont nombreux à dénoncer l'hypocrisie de ces gouvernements, responsables des conditions de vies et de migration dramatiques.

La misère et l'absence de perspectives d'avenir, fruits du colonialisme et de l'impérialisme, poussent des centaines de milliers de personnes à partir de chez elles. Une poignée de grands groupes, dont certains bien français comme Total, Lafarge, Bouygues ou LVMH, dominent et pillent les richesses en imposant des conditions d'exploitation terribles pour augmenter leurs profits.

Ce sont aussi les guerres que les migrants cherchent à fuir.

Là encore, les puissances impérialistes ont de lourdes responsabilités, à force de chercher à s'assurer la domination de zones géographiques entières et à préserver les prés carrés de leurs trusts.

Oui, le capitalisme et l'impérialisme sont responsables et il faut les renverser ! Les capitaux, les marchandises, les idées et les riches peuvent circuler librement. **La liberté de circulation et d'installation pour tous et toutes** devrait être une évidence, et personne ne devrait être obligé de rester toute sa vie au même endroit, ni forcé de tout risquer en essayant de s'installer ailleurs !

Après des périples extrêmement dangereux, entre les rackets

des passeurs, les traversées maritimes jamais sûres, les violences des forces de l'ordre, les campements de fortune, une fois arrivés les migrants sont encore maltraités par les administrations

et les patrons. Ce sont pourtant des travailleurs comme les autres. Ils sont même souvent relégués aux pires boulots, surexploités et moins bien payés par des patrons qui profitent de leur situation.

Face aux politiques répressives anti-immigration, aux idées nationalistes et racistes, et à ceux qui en profitent, les travailleurs doivent être solidaires car c'est une partie d'entre eux à qui ont fait la vie impossible. **La liberté de circulation et d'installation, la régularisation des sans-papiers** pour en finir avec la chasse aux immigrés, **le droit de vote pour les immigrés** car quand on vit ici, on devrait avoir le droit de s'exprimer politiquement y compris dans les élections : pour obtenir ces revendications, il ne faudra compter que sur nos propres forces. Nous devons nous battre ensemble pour affirmer nos intérêts, qui sont les mêmes et n'ont pas de frontières !



Ce tract t'a plu ?
Pour nous rejoindre et construire
le parti révolutionnaire >>

@NPA_JEUNES



DE L'AIR, DE L'AIR OUVREZ LES FRONTIÈRES !



Le capitalisme, un monde de frontières meurtrières

À chaque jour son illustration supplémentaire de l'incapacité du capitalisme à résoudre les problèmes qu'il engendre. Misère, guerre, dérèglement climatique, violences sexistes, racisme... Pour la bourgeoisie au pouvoir, ces fléaux sont des « maux nécessaires », ceux de son système, et aussi des occasions de bénéfices.

C'est donc bien l'édifice de ce vieux monde bourgeois qu'il faut renverser, pour instaurer une société débarrassée de l'exploitation et du règne du profit. C'est là toute la révolution pour laquelle nous militons. Et pour laquelle nous construisons un parti communiste et révolutionnaire, implanté parmi les travailleurs qui ont la force de tout changer.

Oui, la révolution est une urgence. Tu trouveras dans ce quatre-pages quelques arguments sur la question des frontières du point de vue révolutionnaire. Mais les idées révolutionnaires sont trop brûlantes pour rester sur papier glacé, alors défend-les autour de toi !

Le monde semble se couvrir de murs et de barbelés, de frontières physiques ou administratives. On estime que 3,5 % de la population mondiale vit hors de son pays de naissance. C'est 3 fois plus qu'en 1980 et cela représente environ 280 millions de personnes. C'est la conséquence de la mondialisation capitaliste qui unit les territoires par la circulation des marchandises et des capitaux, mais déchire les peuples et détruit les pays par les guerres sans fin, derrière lesquelles l'impérialisme n'est jamais bien loin.

Aujourd'hui, la population des pays pauvres cherche un avenir

meilleur dans l'émigration et ces États accordent des passeports et un droit de sortie, notamment aux jeunes, souvent pour exporter des chômeurs... et la contestation sociale. Mais en face, les entrées sont bloquées par les visas, devenus indispensables. Les pays riches dépensent des sommes colossales pour « maîtriser les flux migratoires », c'est-à-dire filtrer les arrivants – quitte à enfermer ou refouler ceux qu'ils ne veulent pas. Résultat, ces réfugiés vont là où ils peuvent : ce sont la Turquie, la Colombie, le Pakistan et l'Ouganda qui en accueillent le plus. On estime que seuls 15% des réfugiés sont accueillis par des pays riches.

**Face à la politique
raciste des capitalistes,
liberté de circulation et
d'installation pour tous,
régularisation de tous les
sans-papiers !**

POUR NOUS
CONTACTER



@npa_jeunes



La politique anti-immigrés de l'Union Européenne

Les gouvernements européens mènent la guerre aux migrants et, à droite mais aussi à gauche, la surenchère raciste et anti-immigrés n'a pas de limite.

Récemment, ce sont les flics européens de l'agence Frontex qui ont été pointés du doigt pour leurs exactions qui visent à repousser les migrants qui veulent demander l'asile en Europe. Des pratiques brutales et illégales, mais néanmoins orchestrées par les principaux États de l'UE, dont la France de Macron vient de prendre la présidence. L'objectif de ce « refoulement » – illégal – est d'empêcher les migrants d'entrer dans un pays de l'UE où ils pourraient déposer une demande d'asile et être plus ou moins bien pris en charge par les États dans l'attente du traitement de leur dossier. Car plutôt que d'accueillir et instruire les demandes avant d'expulser, ce qui ne serait que la simple application de leurs lois, les États européens trouvent plus économique de refouler d'emblée les migrants.

Refoulement et dissuasion sont ainsi au cœur du projet de « Pacte migratoire européen » sur lequel planche la Commission



Navire de l'opération Triton de l'agence Frontex récupérant des migrants en Méditerranée, juin 2015

Européenne depuis des mois et qui vise à trier les migrants en amont de leur arrivée dans l'espace Schengen, pour éviter de recourir au complexe système dit « de Dublin » qui traite les demandes d'asile. Bref, les « bavures » de Frontex ne sont que les excès de zèle d'une police aux ordres des dirigeants de l'UE.

En plus de cette politique des accords sont conclus depuis 2016 avec des pays comme la Turquie et la Libye, qui reçoivent des milliards d'euros en échange de la rétention des migrants. Leur rôle : stopper les nouvelles arrivées de

migrants.

Malgré sa brutalité, cette politique de dissuasion n'a pas vraiment d'effet sur les migrants qui fuient des conditions de vie encore pire que le harcèlement des flics européens. Toutefois, ces contrôles rendent les routes plus périlleuses, et le business des « passeurs » plus rentable (plus les frontières sont hermétiques, plus les passeurs s'enrichissent). Et pour ceux qui tentent d'atteindre l'Europe, le trajet est de plus en plus dangereux. **Depuis 2014, plus de 20 000 personnes ont perdu la vie en tentant de traverser la**

derrière les discours, la réalité de l'accueil est plus modeste, moins de 100 000 Ukrainiens sont actuellement accueilli en France, et la plupart non pas grâce à des moyens de l'Etat mais grâce à la solidarité de la population.

Les divisions qui existent entre les travailleurs, qu'ils viennent, profitent aux grands patrons et au gouvernement car elles les dédouanent de leurs vraies responsabilités dans le chômage, les faibles salaires et toutes les inégalités que crée le

capitalisme - dont à l'inverse ne sont pas responsables les migrants et tous ceux qu'ils montrent du doigt. Résister aux idées racistes et nationalistes, c'est défendre l'unité des travailleurs/opprimés et des exploités contre ce système.

Le tri des migrants par les États, pour les besoins du patronat

Depuis les années 1970, les États européens s'acharnent à distinguer les migrants dits « économiques » et les « réfugiés ». Des pays comme la France ont progressivement défini des grandes catégories pour classer et filtrer les immigrants selon des motifs distincts, qui existent davantage dans les formulaires administratifs que dans la réalité : rapprochement familial, études, travail... ou encore « asile ». **Ces catégories arbitraires permettent aux autorités de fixer des quotas et de choisir les migrants sur les critères qui leur conviennent et refouler les autres.**

L'objectif des États est donc de trier les immigrants. Car les États cherchent à sélectionner

des travailleurs en fonction des besoins du patronat. Ces besoins varient selon les époques et les pays : des travailleurs immigrants ont été « importés » en France par les patrons jusque dans les années 1970, et l'Allemagne a récemment « accueilli » des centaines de milliers d'immigrants pour bosser dans les secteurs les plus durs.

Le patronat cherche à avoir une main-d'œuvre disponible et formée aux besoins de l'économie. D'ailleurs, les

immigrants « sans-papiers » sont une création administrative qui vise à entretenir des travailleurs dans la précarité. En France, ils seraient entre 200 000 et 400 000 dans cette situation, durement exploités par les employeurs qui profitent de leur statut « illégal » pour rogner sur les salaires et les conditions de travail. Mais cela ne veut pas dire qu'ils ne peuvent pas résister aux capitalistes et à l'administration, comme l'a montré la grève des travailleurs sans-papiers de 2009-2010.

“ **Le patronat cherche à avoir une main-d'œuvre [sans papier] disponible et formée aux besoins de l'économie.** ”

Milles nuances de racisme et de nationalisme

Les idées racistes et nationalistes se génèrent dans cette société d'inégalités qui repose sur la concurrence entre les travailleurs pour avoir un emploi stable et un salaire correct. D'autant plus dans la période où la crise sanitaire a largement dégradé les conditions de vie de la population. Le nationalisme et le racisme sont d'autant plus exacerbés que les politiciens de droite comme de gauche les plébiscitent. Du racisme à vomir d'un Zemmour qui propose non seulement d'arrêter

l'immigration, mais de déporter les descendants d'immigrés, jusqu'à Mélenchon, qui réclame de « régler les problèmes là-bas » plutôt que d'accueillir tous les migrants et s'allie aujourd'hui avec le PS dont il est issu et qui au pouvoir a mené la même politique anti-migrants que les gouvernements de droite.

Alors que la guerre de Poutine a poussé des millions d'ukrainiens à fuir leur pays, les gouvernants se livrent à une hiérarchisation raciste entre les réfugiés. Des

migrants non-européens ont été chassés de places d'hébergement pour faire de la place à des ukrainiens, les transports leur ont été rendus gratuits mais la SNCF demande dans le même temps aux cheminots de dénoncer à la police les autres réfugiés, tri raciste que de nombreux cheminots ont bien fait de refuser. Un député s'est lui réjoui de cet afflux de réfugiés en y voyant « une main-d'œuvre de qualité », derrière le fantasme raciste on voit bien ses préoccupations. D'ailleurs

Zoom sur la Grèce

La Grèce, pays d'Europe parmi les moins riches, accueille les migrants qui arrivent par la Turquie et qui souhaitent rejoindre l'Europe. C'est une politique menée en collaboration entre l'UE qui subventionne la Grèce et le président turc Erdogan, à qui l'UE a donné 6 milliards d'euros afin que le contrôle des frontières turques vers la méditerranée soient renforcées. Dans ce contexte, le nombre de camps d'hébergement construits sur les îles au large du continent ne cesse d'augmenter. Le camp de Samos a récemment fait parler de lui, puisque Gérald Darmanin et Valérie Pécresse s'y sont rendus à quelques mois d'intervalle, vantant l'un et l'autre ce « modèle européen ». Un modèle où barbelés, contrôles et couvre-feu rythment la vie des réfugiés qui attendent dans l'espoir de voir leur demande d'asile acceptée.



Camp samos en Grèce